
**APERÇUS SUR LA THEORIE DE LA SURACCUMULATION
DEVALORISATION DU CAPITAL ET LES PERSPECTIVES
DE LA DEMOCRATIE AVANCEE**

**QUELQUES PERSPECTIVES DE LA CRISE
DU C.M.E. ET DE L'INSTAURATION
DE LA DÉMOCRATIE AVANCÉE***

paul boccara

DEUXIEME PARTIE

**1. — PERSPECTIVES GENERALES
DE LA CRISE DU C.M.E. LA NECESSITE
DE LA SOLUTION DE LA DEMOCRATIE AVANCEE,
ECONOMIQUE ET POLITIQUE.**

**a) La crise de structure nouvelle et l'issue constructive des
lutttes de classe contre le C.M.E. (Capitalisme Monopoliste
d'Etat).**

* La première partie de cette étude, intitulée : « Quelques précisions sur la situation de la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital dans le développement de la théorie marxiste et sur son application au C.M.E. » est parue dans le numéro de mai.

Vers 1967-1969, avec les péripéties de la crise du système monétaire capitaliste international, les problèmes nouveaux de l'inflation et du chômage, les grandes luttes de masses et leurs aspects originaux dans plusieurs pays, la concentration monopoliste accélérée à l'échelle nationale et internationale, les modifications relatives de la politique des monopoles et des Etats monopolistes, les signes d'un tournant profond dans l'évolution du capitalisme tendent à devenir graduellement évidents.

Depuis, ces signes se multiplient. C'est la crise officiellement avouée du système dit d'« aide » publique aux pays dominés par l'impérialisme (1), le chômage accru dans ces pays, leurs luttes nouvelles pour le contrôle et la nationalisation des ressources nationales, du cuivre d'Amérique Latine au pétrole d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, liées aux problèmes du rendement des ressources et de la perte de substance du dollar. Ce sont les difficultés insurmontables et croissantes du système monétaire d'étalon « change-or » centré sur le dollar, de l'inflation accentuée dans tous les pays capitalistes ; la

1. « Nous atteignons une phase décisive, et même une phase de crise, de l'histoire de cette nouvelle et noble entreprise de coopération internationale » (L. B. Pearson, allocution devant la Banque Mondiale pour présenter son Rapport de 1969 sur le « Tiers-Monde »).

coexistence d'un chômage important avec cette inflation accrue dans le Royaume-Uni surtout, mais aussi en France, aux Etats-Unis (au-delà de la longueur de la récession de 1969-71, la plus longue dépression depuis les années 1930). C'est la crise dite « de civilisation », avec le « malaise » lié à l'inadaptation des infrastructures matérielles, des institutions et des mentalités, tout particulièrement dans les pays capitalistes les plus développés, etc.

Il était difficile d'annoncer le tournant de la conjoncture de longue période, à la fin de 1967, à partir des phénomènes nouveaux du chômage en Europe Occidentale et de la dévaluation de la livre sterling. Il était déjà moins difficile de prévoir en 1969 non seulement le caractère durable de la crise du système monétaire et du dollar, mais aussi la tendance au caractère durable de l'amplification de l'inflation et du chômage, au-delà de la « récession » américaine commencée à la fin de 1969 (1).

La théorie scientifique, réflexion d'une très longue pratique, peut contribuer à éclairer le sens des événements et l'orientation de leur mouvement, en mettant en lumière les faits réels les plus significatifs des processus nécessaires et des tendances en développement. Plus de théorie dialectique signifie toujours plus de matérialisme. Au contraire, l'attitude empiriste, complètement obligé des conceptions dogmatiques ou éclectiques, entraîne, dans une large mesure, une avance à reculons, regardant le passé. Elle consiste, par exemple, à attendre que la récession de 1970 aux E.-U. ait duré un temps inhabituel pour l'après-guerre, pour parler de nouveauté, avec toutes sortes de restrictions et de déformations et en donnant une importance excessive à la crise de surproduction elle-même. Sous prétexte de soumission aux faits, on risque de rejoindre ces penseurs que Marx raillait en disant que l'Histoire ne leur montre jamais que son « a posteriori ». La vraie prudence consiste à ne pas avancer tourné vers un passé limité, mais à s'appuyer théoriquement sur la réalité passée la plus large et la réalité présente en mouvement, pour s'efforcer de regarder en avant. Ce serait notamment une erreur grave de confondre la crise du capitalisme monopoliste d'Etat (que ce soit pour approuver ou pour critiquer sa conception) avec la crise de surproduction de type décennal — bien que les deux renvoient de façon différente à la suraccumulation du capital, c'est-à-dire aux rapports de production capitalistes et non à un mal de civilisation coupé de la base économique — et même de réduire la crise de structure du capitalisme à l'ampleur et à la durée nouvelle des dépressions. Le cycle intermédiaire n'est pas supprimé, mais modifié avec la longue phase de tendance dépressive. Cette modification entraîne, certes, le caractère beaucoup plus dura-

1. Les conditions nouvelles de la reprise, au-delà de la récession et de la crise de surproduction de 1970 aux Etats-Unis, avaient été annoncées dans *La crise du C.M.E. et les luttes des travailleurs* (« Economie et Politique » janv.-fév. 1970).

ble des difficultés de type dépressif, mais elle est elle-même fonction, dans ses diverses manifestations, des conditions historiques, structurelles, de la longue phase concrète en question

Lénine a commencé à parler de la crise du capitalisme en 1915 (1), en évoquant la crise générale manifestée et suscitée à la fois par la guerre impérialiste (pour les débouchés et les sphères d'influence du capital monopoliste en excédent) en dépit de la croissance accélérée de la production de guerre. La crise signifie alors (en liaison avec le début de la longue phase de tendance dépressive) l'aggravation des contradictions capitalistes au point de rendre nécessaire la modification du système existant. D'où le début de la tendance à la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat (avec l'économie de guerre) analysée précisément par Lénine dès 1917. D'où aussi, sur cette base, le début du processus historique de passage au socialisme après la révolution soviétique.

Mais à l'opposé d'une conception sectaire et mécanique de la crise générale du capitalisme, conçue comme concernant une aggravation continue ou permanente des difficultés (sinon une régression de la production) ainsi que la révolution socialiste immédiate dans tous les pays, la réalité dialectique a révélé divers cycles, la persistance du cycle intermédiaire (avec les crises de 1921, de 1929, de 1937) et, au-delà, une longue période de stabilisation temporaire avec l'essor du capitalisme monopoliste d'Etat au lendemain de la deuxième guerre mondiale, malgré la persistance des crises faibles ou « récessions » récurrentes. Cette dernière longue période est terminée. Ce qui ne veut pas dire du tout qu'il convient de passer à une vision mécanique ou catastrophique de l'évolution ultérieure. Celle-ci est marquée par le caractère relativement durable et de plus en plus intolérable des difficultés économiques et sociales, en dépit de tous les efforts d'adaptation de l'oligarchie monopoliste. Les renouvellements de la politique des monopoles et des Etats monopolistes n'arriveront pas à résoudre les graves problèmes nouveaux. Déjà, après les difficultés surtout monétaires mais aussi celles de l'emploi, manifestées au cours de la « prospérité » des années 1920, leur aggravation dans les années 1930 avait rendu urgentes des transformations de structure profondes faisant la part du feu au détriment de certains secteurs monopolistes (dans le domaine du crédit et des industries de base). Les transformations se sont produites sous la pression des luttes de classe exacerbées. En France notamment, les luttes du Front Populaire et de la Libération ont fait reculer les formes les plus réactionnaires (fascistes) du C.M.E., tout en arrachant d'importantes conquêtes sociales démocratiques.

1. Dans ses Notes pour le 1^{er} Mai 1915.

Aujourd'hui, devant l'essor des luttes de masses nouvelles depuis 1968-69, se présente l'issue non catastrophique de transformations de structures beaucoup plus profondes et la perspective de conquêtes sociales allant bien au-delà des précédentes, avec le passage à une démocratie économique et politique, brisant la domination des monopoles capitalistes et ouvrant la voie au socialisme développé.

Il convient de se garder de juger simplement la crise de structure actuelle par référence aux « images » du passé, au lieu de s'efforcer de déceler « l'essence » du mouvement réel afin de pouvoir envisager son développement futur. Par exemple, un chômage moins massif que dans les années 1930 pourrait à juste titre être considéré demain comme beaucoup plus intolérable, en raison des possibilités contemporaines des forces productives et de l'intervention publique économique ainsi que de la prise de conscience accrue du caractère non fatal du chômage (1). D'une façon générale, si l'on ne voit pas l'originalité de la crise du C.M.E., comme phase nouvelle de la crise générale du capitalisme, on risque de répéter simplement les anciennes formules sur cette crise générale au lieu d'essayer d'éclairer au plan économique toutes les possibilités nouvelles des luttes sociales.

b) Le caractère relativement durable des difficultés économiques.

Le caractère relativement durable des difficultés de la suraccumulation de longue période ainsi que leur généralisation résultent, comme dans le passé, à la fois du blocage structurel de la dévalorisation massive du capital et de la nécessité de dévalorisations structurelles d'un type nouveau. D'une part, la structure existante, caractéristique de la phase historique qui a conduit à la suraccumulation durable, continue à favoriser cette accumulation de capital et toutes les adaptations dans le cadre de cette structure vont dans le même sens. D'autre part, la solution au niveau du taux de profit, qui tend à s'imposer coûte que coûte sous la pression de la concurrence capitaliste, est la baisse massive de valeur du capital constant. Or cela entraîne, en principe, l'aggravation du problème des débouchés et de la tendance au chômage chronique, renforçant les difficultés de l'accumulation globale du capital, tant que la structure n'a pas été profondément transformée permettant de nouvelles conditions de production et de consommation. Mais, aujourd'hui, le sens et la portée du blocage structurel et des transformations de structure nécessaires vont beaucoup plus loin que dans les années 1930 (2).

Dans les conditions de la crise du C.M.E., toutes les interventions publiques et les adaptations de la politique du pouvoir

1. Par ailleurs, nous ne sommes qu'au début de la longue phase de tendance dépressive, et c'est peut-être vers la fin des années 1970 et dans les années 1980 que, à l'échelle internationale, la nécessité de diminuer le travail cristallisé dans les moyens de production s'imposera dans toute son ampleur, avec les risques accrus de chômage massif si des transformations structurelles antimonopolistes très profondes n'interviennent pas.

2. En liaison, d'ailleurs, avec la très grande portée sociale des débuts de la révolution technique de l'automatisation et de la révolution scientifique, caractérisée dans l'article précédent.

ont pour but déterminant de préserver et de favoriser les profits et l'accumulation du grand capital qui domine la nation. C'est ce que montre, notamment, le VI^e Plan, prévoyant une aggravation considérable de la subordination de toute la vie sociale à cette accumulation, baptisée « industrialisation ».

Aussi, tout en s'efforçant de lutter contre certains effets immédiats et de reculer certaines échéances de la suraccumulation des capitaux, ces interventions publiques ne peuvent, en définitive, que l'aggraver. Les efforts de l'Etat pour sortir des difficultés économiques et sociales tout en restant dans le cadre du C.M.E., par la stimulation des « investissements » des monopoles ainsi que par l'aide publique renforcée et beaucoup plus directe au capital monopoliste, accroissent l'excédent des capitaux privés et l'excès de leurs exigences de profit (1). Ils tendent donc à augmenter la pression inflationniste des prélèvements du profit et de l'accumulation (en raison de leur gonflement nominal par rapport aux limites des possibilités en valeur) provoquant avec la hausse accélérée des prix de la production accrue, le désordre économique et les tendances à la surproduction dans telle ou telle branche, pour tel ou tel secteur monopoliste, les difficultés générales des petites et moyennes entreprises, la spéculation, la tendance au chômage d'une ampleur nouvelle et persistante.

Les efforts concernant la diminution du financement de type public du secteur public industriel et l'ouverture de certaines de ses activités au capital monopoliste sont loin de constituer la solution. Ils permettent de libérer dans l'immédiat certains fonds afin d'aider directement l'accumulation monopoliste et de relever sa rentabilité, en diminuant dans la mesure du possible l'accumulation du capital public proprement dit (2), ainsi que d'offrir des possibilités nouvelles de placement aux capitaux en excédent. Mais, ce faisant, ils accroissent encore l'accumulation privée et l'exigence monopoliste de profit et tendent donc, en définitive, à aggraver la suraccumulation (3). L'accumulation monopoliste est baptisée « investissement », même quand elle aboutit à l'évasion des capitaux, à la spéculation, à la thésaurisation.

C'est aussi pour réserver le plus de fonds possible à l'accumulation monopoliste que les organismes financiers semi-publics, comme la Caisse des Dépôts, sont orientés vers le financement de l'industrie au détriment des équipements collectifs et qu'on assiste à des efforts systématiques pour diminuer le plus possible et adapter aux exigences parcellaires, antagoniques et à courte vue, des monopoles industriels, les dépenses d'équipement social et de formation des hommes (4). Ces « adapta-

1. On connaît, notamment, les efforts du gouvernement des Etats-Unis pour protéger en 1970 les entreprises monopolistes et les groupes financiers de la réaction en chaîne pouvant partir de la faillite de la compagnie de chemin de fer « Pen Central » et des difficultés générales de trésorerie. L'Etat est intervenu, soit par l'aide publique directe et spéciale, comme dans le cas de « Lockheed », protégé contre la faillite de Rolls-Royce, soit par la politique de crédit. Entre autres conséquences, à l'heure actuelle, aucun des « conglomérats » financiers, même les plus gonflés par la poussée spéculative de la fin des années 1960, n'a encore déposé son bilan. Mais aussi le poids des grandes entreprises dont la suraccumulation est ainsi protégée contribue à empêcher l'économie américaine de reprendre un essor véritable.

2. En France, en 1970, la très faible augmentation du capital des entreprises publiques contraste avec l'augmentation du capital des entreprises privées.

3. Il faut aussi considérer la contribution nouvelle du secteur public industriel à l'inflation.

4. Le VI^e Plan prévoit d'ailleurs, expressément, de réduire encore la croissance des dépenses dites « collectives » par rapport aux prévisions, déjà très réduites, eu égard aux énormes besoins, si l'évolution économique, notamment sur le plan international, « requiert » de modérer les dépenses publiques.

tions » visent aussi à diminuer le poids des prélèvements publics sur les taux de profit et à relever ces derniers dans l'im-médiat.

Prétextant la nécessité de l'ouverture économique au monde, le VI^e Plan aggrave l'orientation nocive antérieure en favorisant avant tout, notamment par la « réforme » du crédit, les activités industrielles tournées vers la grande exportation (1). Ainsi sont justifiés les efforts de limitation de la consommation populaire au nom du surplus exportable à dégager et de l'épargne pour l'investissement destiné à accroître ce surplus. En réalité, il s'agit de favoriser la réalisation des profits, l'accumulation du capital et son exportation, en accroissant l'exploitation des travailleurs, y compris par les réductions des prestations collectives dont ils ont besoin.

Déjà une telle orientation avait montré sa nocivité à la fin de 1967 avec le chômage d'ampleur nouvelle, liée à la conjonction de la réduction de la demande intérieure et du fléchissement de la demande extérieure. Et le crédit à l'exportation a déjà été utilisé pour pouvoir spéculer, notamment à la fin de 1968 et en 1969. Il s'agit de l'aggraver en mobilisant l'aide publique pour l'exportation des marchandises et l'exportation des capitaux (2).

Les efforts de lutte contre les revendications salariales et le rajustement des éléments du pouvoir d'achat populaire s'appuient sur les prétendus excès revendicatifs des travailleurs et des syndicats, en utilisant l'explication mensongère de l'inflation par les hausses de salaires. Ces explications oublient simplement que ce sont les titulaires de profit — plus particulièrement les monopoleurs — qui fixent les prix et que le taux de profit qu'ils prennent en compte à cette fin se rapporte à beaucoup d'autres éléments plus importants que les salaires. Ces efforts tendent à révéler leur caractère néfaste et leur fondement fallacieux avec la persistance de l'inflation. La nécessité de la satisfaction de revendications salariales bien plus importantes peut être montrée en présence de la pression, sur le pouvoir d'achat, de l'inflation des profits et de l'accumulation monopolistes, de l'augmentation de la fiscalité, de la diminution des prestations sociales de toute sorte, ainsi qu'en présence des besoins accrus par les conditions techniques nouvelles et par le degré atteint par l'intensification du travail (3). Ces conditions et cette intensification s'ajoutent au vieillissement relatif des équipements pour expliquer les besoins criants des dépenses sociales (4). L'insuffisance même de ces dépenses renforce les besoins de couverture directe des besoins par le salaire, ainsi que la pression exercée sur le marché du travail par l'insuffisance de

1. Y compris les exportations massives d'armements, dont le caractère « concurrentiel » est soutenu par le gaspillage des consommations publiques parasitaires et par des faveurs spéciales du crédit à l'exportation, contribuant à l'inflation particulièrement rapide en France.

2. Cf. les études du VI^e Plan sur la volonté de redevenir exportateur net de capitaux.

3. Il convient de rappeler que les bas salaires freinent au contraire le progrès technique permis par l'élévation de la composition technique du capital, à l'inverse des augmentations. Ces augmentations ne font pas que correspondre aux besoins nouveaux, liés à la pression des nouvelles conditions techniques ; elles favorisent les investissements en matériels plus modernes bien que plus coûteux, s'opposent au gaspillage des forces humaines pour des tâches qui peuvent être remplacées par des matériels.

4. Les conditions technologiques nouvelles (exigence accrue, mais aussi possibilités de progrès) et les limites de l'usure provoquée par l'intensification du travail se retrouvent d'ailleurs dans les besoins nouveaux concernant la durée du travail quotidienne, hebdomadaire, annuelle, le temps de loisirs et de vacances, le temps pour la formation et le recyclage, le temps de retraite, etc.

certaines qualifications. Actuellement, il s'agit principalement de défense des besoins contre l'inflation accélérée provoquée par les profits et l'accumulation. C'est devant ces luttes de défense que les capitalistes individuels sont contraints de céder et le peuvent en raison des profits extra et du gonflement général des profits, tandis que les représentants des intérêts généraux capitalistes s'efforcent d'empêcher au maximum cette défense.

Loin que les luttes des travailleurs en imposant des limites à l'augmentation du taux de plus-value soient la cause essentielle des difficultés, c'est au contraire essentiellement l'importance inouïe de l'accumulation du capital, plus particulièrement sous la forme du capital constant (et aussi du capital fictif, plus ou moins spéculatif) qui explique l'exigence excessive de profit. D'où les efforts pour accroître encore les profits par l'inflation, par l'amputation du pouvoir d'achat réel des rémunérations de toutes les catégories de travailleurs dominées par les monopoles, salariés et non salariés, ainsi que des épargnes populaires (1).

On peut commencer à comprendre le caractère relativement durable des difficultés économiques, malgré les hauts et les bas de la conjoncture intermédiaire. Ce caractère durable relatif, annoncé dès la fin de 1967, pour le monde capitaliste, et dès la fin 1969 pour les Etats-Unis, se confirme aujourd'hui. Au début du 2^e trimestre 1971, certains signes de reprise lente aux Etats-Unis s'accompagnent du maintien du niveau élevé de chômage (et même de la reprise de sa croissance), d'une inflation relancée par la stimulation étatique, d'une pression grandissante sur la balance des paiements et sur le dollar, d'une hésitation des investissements dans la production faisant même craindre la rechute. L'Italie connaît un début de recul de sa production industrielle, l'Angleterre le record de son niveau de chômage de l'après-guerre, la République fédérale allemande son record d'inflation, depuis sa création en 1949, d'où ses tendances à la politique de « stabilisation ». Malgré le relèvement et le progrès général de la production en Europe occidentale en 1969-1970 (en dépit de certaines stagnations sous l'influence du recul américain de 1970), on comprend les menaces qui pèsent sur la conjoncture française. On comprend surtout les craintes, tout à fait justifiées, de dépassement grave des niveaux d'inflation et de chômage « prévus » dans le cadre du VI^e Plan. En France, la tendance au ralentissement de la demande intérieure coïncide déjà de nouveau, si peu après la dévaluation du franc et la réévaluation du mark, avec des perspectives assombries sur le plan des débouchés extérieurs (2), tandis que les efforts de « relance » ont relancé l'inflation par les profits et l'accumulation. En liaison avec la hausse des prix qui tend

1. La tendance à l'augmentation des salaires nominale ou en prix, dans tous les pays capitalistes avancés, plus rapide en Allemagne qu'en France par exemple, rapide aussi en Angleterre en dépit du chômage plus massif que chez nous, montre le caractère nécessaire de ces augmentations en raison des hausses de prix provoquées par l'inflation capitaliste accélérée et des difficultés provoquées par la suraccumulation durable. La pression du chômage accru sur les salaires n'empêche pas l'inflation rapide, ni d'ailleurs des succès des luttes salariales dans les conditions actuelles de la concurrence capitaliste entre les monopoles.

2. Il ne s'agit plus seulement de la balance des échanges extérieurs, mais aussi de leur volume : ainsi, l'équilibre précaire du printemps 1971 se situe dans le cadre d'un ralentissement marqué des échanges.

à s'accélérer, l'aggravation des antagonismes sociaux, dans un climat de sensibilisation accrue aux difficultés, rendant compte du redoublement de démagogie du pouvoir (1), s'accompagne de celle des tensions extérieures interimpérialistes se manifestant notamment sur le plan monétaire. Le monde capitaliste à la fin de 1971 connaîtra probablement une tendance générale au freinage de la production. Mais même une reprise générale éventuelle ultérieure resterait marquée par les difficultés nouvelles de l'inflation et du chômage.

Les pressions aboutissant à la diminution du capital constant par unité de produit, iront en s'amplifiant sous la pression de la concurrence capitaliste internationale et des tendances à la surproduction mondiale. Sur le fond des conditions nouvelles du progrès technique, il s'agit, dans le cadre du système, d'accroître les économies de dimension, en liaison avec les efforts de concentration horizontale et verticale, y compris entre grands capitalistes plus ou moins monopoleurs et à l'échelle de sociétés supra-nationales. Cela se conjugue avec l'accélération de l'élimination des petites et moyennes entreprises industrielles non directement dépendantes des monopoles (2) et des petits et moyens paysans et commerçants. Il s'agit aussi des compressions et « rationalisations » affectant le secteur public industriel, y compris par le biais de sa pénétration privée (3).

Mais ces efforts sont de nature antagonique. Tandis qu'ils visent à développer l'accumulation monopoliste, responsable essentiel de la suraccumulation, ils tendent à freiner le débouché de l'accumulation productive globale, sans compter le poids nouveau des prélèvements publics pour la reconversion. C'est pourquoi, à des répités limités succédera une aggravation des facteurs de surproduction et de chômage.

c) Le redoublement des efforts monopolistes d'adaptation et de réforme. La révélation de la barrière structurelle véritable : le C.M.E.

Il ne suffit pas de considérer le caractère relativement durable des difficultés économiques. Il est incorrect d'envisager une simple tendance mécanique à leur aggravation quantitative. Sans parler des hauts et des bas de la conjoncture et des luttes, il convient d'évoquer des perspectives de transformations qualitatives.

Les luttes de classes amplifiées entre monopolistes et travailleurs — dans le cadre du système et sur la base du progrès des forces productives — entraîneront des transformations, dont les grandes lignes commencent déjà à se dessiner. En même temps, grandiront la nécessité et l'urgence de réformes struc-

1. Les milieux officiels avouent dans les cercles spécialisés, par exemple le directeur du Crédit National, le caractère inflationniste de la « transformation » excessive de l'épargne liquide en « investissements » et les dangers inflationnistes du taux d'accumulation de capital prévu par le VI^e Plan. Ils reconnaissent aussi les facilités excessives de l'augmentation des marges bénéficiaires par l'augmentation des prix. Enfin, dans le cadre de la crise monétaire aiguë en Europe, les pressions extérieures s'accroissent en faveur de mesures de « stabilisation », freinant la spéculation monétaire et les prix sur le dos des travailleurs. Mais le pouvoir menace de mesures de « stabilisation », en accusant plus fort que jamais les salaires de la hausse des prix, à la façon du compère du voleur qui crie au voleur !

2. On sait que, pour le VI^e Plan, « l'accélération de la conversion des entreprises non rentables ou mal gérées » (distinguées des « entreprises petites et moyennes saines et bien gérées ») constitue « un moyen privilégié d'améliorer la productivité de l'industrie » (cf. Rapport général sur le VI^e Plan).

3. Sans parler des compressions des dépenses collectives étatiques intéressant la masse de la population.

turelles **antimonopolistes** généralisées, les seules permettant un véritable renouveau démocratique.

Considérons, tout d'abord, ces transformations au niveau des perspectives générales ou d'ensemble de la crise du C.M.E. Les possibilités des instruments d'intervention publique du C.M.E. (concernant tout particulièrement le financement de type public de la production capitaliste et des consommations collectives) et les exigences de la concurrence interimpérialiste peuvent se conjuguer, sous la pression des luttes des travailleurs, avec le risque politique pour le pouvoir d'Etat allant jusqu'à concerner l'existence même du régime économique, pour susciter des interventions publiques plus importantes. La pression des différentes catégories des travailleurs peut contraindre à des efforts en vue d'essayer de limiter les dégâts du désordre économique et monétaire notamment ceux du chômage massif, certains excès de la spéculation et les insuffisances les plus criantes de dépenses sociales. Toutefois, les dépenses d'intervention plus ou moins publiques — qu'il s'agisse, principalement, d'aide de plus en plus directe et massive à l'accumulation des monopoles ou même, secondairement, de certaines dépenses d'infrastructure et de consommation collective comme celles d'urbanisation ou de formation (inévitables malgré le freinage de la croissance par rapport aux besoins) — entraînent désormais dans le cadre du système du profit monopoliste l'aggravation de la suraccumulation durable et la pression inflationniste redoublée des profits et de l'accumulation.

L'inflation suscite de nouveau le cercle vicieux des tendances à la surproduction, des efforts de rationalisation concernant les dépenses en capital constant relançant le chômage massif, sans que l'inflation puisse cesser en raison des nouvelles mesures d'intervention nécessaires. Le problème du chômage, de la précarité de l'emploi et du risque de chômage accru (surtout pour les jeunes et les vieux) ne sera pas résolu dans le cadre du C.M.E. En même temps, les risques de désordres monétaires tendront à s'accroître, avec la tendance plus impérieuse pour les capitalistes à l'évasion des capitaux, à la spéculation, à la thésaurisation. D'où la stérilisation du travail cristallisé dans des masses d'or ou de capitaux liquides, contribuant au chômage et accroissant par leurs mouvements l'instabilité de la conjoncture et la précarité des effets de la politique économique. Les efforts de contrôle public de l'emploi et de la monnaie tout en tendant à se développer formellement ne touchent pas en effet, dans le cadre du système, à la racine, c'est-à-dire à la domination des monopoles capitalistes. Au contraire, l'intervention publique générale tend à rendre plus écrasante cette domination. D'où la révélation de l'impossibilité d'un véritable contrôle public sans un pouvoir démocratique effectif, sans na-

tionalisation de tout le secteur financier et des principaux monopoles.

Au cours de l'évolution apparaîtront mieux les racines du caractère relativement durable des difficultés. Les transformations concernent tout particulièrement **les efforts systématiques de « réforme d'en haut »**, combinés à l'autoritarisme accru, ainsi qu'une tendance à agir sur les causes secondaires des difficultés économiques actuelles. Dans ces conditions, la persistance, malgré certaines accalmies, des difficultés, fera mieux apparaître leur responsable essentiel et la limite interne des adaptations dans le cadre du système monopoliste d'Etat : la domination des monopoles privés, l'intervention publique en faveur du profit et de l'accumulation des monopoles. La structure monopoliste ne tend pas seulement à freiner la dévalorisation massive de capital nécessaire. La dévalorisation effective inéluctable et toutes les « économies » capitalistes (1) sapent l'essor de la demande globale dans les nouvelles conditions de productivité. Une pression analogue sur la demande globale s'est déjà rencontrée dans les années 1930 avec la crise du capitalisme monopoliste simple. D'où la nécessité alors de briser, sous la pression des luttes de classe, certaines formes monopolistes simples, et d'une large dévalorisation structurelle. Mais désormais, après l'instauration d'un secteur public décisif pour l'accumulation privée, c'est l'intervention publique du C.M.E. elle-même, l'utilisation systématique du secteur public dans l'intérêt monopoliste privé qui est en cause et constitue la barrière structurelle, quelles que soient les « réformes » opérées dans le cadre de cette structure.

La domination des monopoles capitalistes elle-même empêche l'expansion et le renouveau de l'économie conformément aux besoins et aux possibilités ouvertes devant les masses travailleuses par la révolution technologique nouvelle, réclamant le progrès des capacités des hommes dans leur masse. Les transformations structurelles nécessaires des conditions de productivité et de consommation ne peuvent plus concerner une dévalorisation limitée du capital ayant comme résultat la reprise de **l'accumulation privée comme caractéristique dominante** de l'économie. Il s'agit désormais de s'écarter du but **dominant** de l'accumulation et du profit capitalistes. Sans encore supprimer l'accumulation et le profit privé, il s'agit de les réduire à un secteur subordonné et au poids relatif en voie de diminution, avec la nationalisation progressive des secteurs-clés de l'industrie et du secteur financier. Cette nationalisation, conjuguée avec la direction et la transformation de l'Etat par les forces ouvrières et démocratiques, fournit les conditions d'une intervention publique dans un autre but que l'accumulation du capital privé et son profit. Le

1. Avec toutes les « rationalisations » capitalistes possibles dans le cadre du C. M. E. : qu'il s'agisse de la concentration monopoliste accélérée, de la restructuration du secteur public existant et des « fonctions collectives » de l'Etat, ou encore des « économies » liées au regroupement des investissements sociaux des collectivités locales.

but de réponse aux besoins des diverses catégories de travailleurs peut commencer à dominer. En brisant de la sorte avec le C.M.E., la démocratie avancée économique et politique se révèle, en définitive, la solution véritable de la crise du C.M.E. Sans encore constituer le socialisme, en raison de l'importance du secteur capitaliste dominé, elle ouvre de façon révolutionnaire la voie du passage au socialisme.

L'évolution prévisible renforcera la nécessité de ces transformations antimonopolistes généralisées, en même temps d'ailleurs que la possibilité de sa prise de conscience, et donc leur exigence. C'est dans cette optique qu'il convient de préciser davantage quelques perspectives de l'évolution en cours.

2. — QUELQUES PRECISIONS DES PERSPECTIVES DE LA CRISE DU C.M.E. L'EXIGENCE DU PASSAGE A UN REGIME DE DEMOCRATIE NOUVELLE ET EFFECTIVE.

Que la démocratie avancée, économique et politique, ouvrant la voie au socialisme soit la solution nécessaire de la crise du C.M.E. dans un pays comme la France ne veut pas dire que cette solution soit fatale. L'issue réelle dépend des luttes de classes concrètes. A plus forte raison en est-il ainsi des modalités et des délais de cette issue.

Cependant, la prise de conscience de cette nécessité et aussi le niveau de cette prise de conscience peuvent grandement contribuer aux luttes. Les recherches théoriques en cours, tout approximatives qu'elles puissent être encore, visent à étayer en profondeur la bataille idéologique. Elles contribuent à éclairer de façon mobilisatrice les liens internes des aspirations particulières et des mouvements concrets des masses. Ces recherches, qui ne vont pas sans luttes, et cette bataille idéologique constituent un processus de longue haleine. Sur le fond général de la crise du C.M.E. qui a été esquissé, il est possible de préciser un peu plus quelques perspectives particulières. Cette précision peut contribuer à montrer le caractère illusoire des solutions de la crise de structure par les « réformes », plus ou moins « hardies », opérées par les forces politiques au pouvoir exprimant les intérêts du grand capital. De cette façon, on peut examiner quelques aspects du renforcement prévisible, non seulement de la nécessité sociale, mais aussi de l'exigence populaire du passage à une démocratie profondément novatrice.

Considérons succinctement, dans cette optique, d'une part, la question du progrès inéluctable de la socialisation des forces productives matérielles avec les débuts de la révolution techni-

que et scientifique, et, d'autre part, la question des tendances à l'intégration monopoliste supranationale et à l'Europe de l'oligarchie financière, dans le cadre général des réformes de la politique économique des Etats monopolistes.

a) Quelques problèmes posés par le progrès des forces productives au cours de la crise du C.M.E.

Le développement des forces productives, en dépit du freinage général présentement accru de la structure monopoliste, freinage gros d'accélération potentielle, est inéluctable en raison des luttes des travailleurs, de la concurrence monopoliste et impérialiste ainsi que de la compétition avec le socialisme développé en marche vers le communisme. Ce stade classique du collectivisme, dépassant complètement le capitalisme, est précisément rendu nécessaire et possible par la révolution technologique nouvelle fondée sur l'automatisme. Mais la domination des monopoles capitalistes entraîne la recherche systématique de la parcellisation des travailleurs et de leur subordination étroite aux machines, en liaison avec la limitation des salaires et le maintien des « bouche-trous » de la mécanisation (1), mais surtout la tendance au maintien de la parcellisation, favorisant l'exploitation et la précarité de l'emploi de la masse des travailleurs, dans les secteurs connaissant la mécanisation complexe et la « pré-automatisme », ou encore la « demi-automatisme ».

La domination du capital monopoliste entraîne aussi les tendances nouvelles au chômage du fait de la « rationalisation » capitaliste et du fait de l'insuffisance de la formation (chômage des vieux, chômage des jeunes), sans oublier la menace nouvelle de son caractère « moderne » trop étroitement spécialisé.

Le parachèvement de la mécanisation complexe et de l'industrialisation vise, certes, en partie, dans un pays comme le nôtre, les secteurs subsistant de la petite production matérielle ainsi que le gonflement des activités non-productives « indépendantes » et de type ancien (2). Il correspond aussi à la nécessité d'achever la mécanisation complexe jusqu'à l'automatisme au sens strict (éliminant complètement la main maniant l'outil, mais non la fonction humaine de correction) ainsi qu'aux limites technologiques actuelles du progrès de l'automatisme (tendant à éliminer les fonctions humaines de surveillance et de correction de la machine-outil) (3).

Mais ce processus ne date pas d'aujourd'hui, et les antagonismes de son utilisation par l'exploitation capitaliste ont atteint un degré d'aggravation qui favorise la prise de conscience des travailleurs (4). Les transformations industrielles actuelles sont essen-

1. On utilise, en particulier, la pression des bas salaires des travailleurs immigrés. Leur promotion favoriserait non seulement l'élévation des salaires des autres travailleurs, mais la levée du frein des prix de la main-d'œuvre bon marché à la mécanisation complexe dans les secteurs les plus en retard.

2. Activités non-productives que l'idéologie « industrialiste » du VI^e Plan tend à confondre avec les activités non-productives les plus modernes (éducation, recherche, etc.).

3. La production « automatique », comme achèvement de la mécanisation issue de la révolution industrielle (remplaçant essentiellement la main par la machine-outil), ainsi que sa liaison et sa différence essentielle avec l'automatisme proprement dite ont été caractérisées depuis longtemps (par exemple dans nos articles parus dans « Economie et Politique » en 1961, sur le développement du Capital de Marx).

4. Le progrès de la mécanisation complexe et de l'automatisme est marqué, au cours des années 1950, en France, non seulement par la croissance du nombre des ingénieurs, techniciens et cadres dans le personnel des entreprises, mais aussi par la croissance absolue et relative du nombre des ouvriers spécialisés, remplaçant, avec les nouveaux matériels, des manœuvres, mais aussi des ouvriers qualifiés. En même temps, au nom de la « productivité », progresse l'intensification et l'exploitation du travail avec, notamment, la cotation « au poste » déterminée par la machine. D'où les luttes menées dès cette époque (cf.

tiellement marquées, en France, par les efforts des monopoles capitalistes, dans les conditions de la suraccumulation durable, pour accroître massivement les sources immédiates de plus-value à court terme, pour plier tous les travailleurs aux besoins immédiats de profit ainsi que toute la vie sociale à l'accumulation rapidement « rentable ».

D'une part, les monopoles ne reculent devant le gâchis de la ruine massive des petits producteurs, comme devant le gâchis du chômage ou du déclassement des travailleurs étroitement spécialisés, que sous la pression des luttes et des risques sociaux et politiques, alors que les coûts nationaux de ces gaspillages capitalistes deviennent beaucoup plus lourds. Les monopoles et leur Etat s'efforcent, au contraire, de diviser les travailleurs par leur intransigeance et leurs efforts d'intoxication. Mais aussi les luttes tendent à prendre une ampleur nouvelle sur ces questions avec une combativité accrue des travailleurs et une solidarité plus grande des diverses catégories de plus en plus confrontées à des problèmes analogues (1).

« Economie et Politique », supplément au n° 13, juin 1955 : « La productivité contre les travailleurs ». Au cours des années 1960, le nombre relatif des O.S. aurait tendu à se stabiliser, tandis que l'emploi serait devenu plus précaire, que l'intensification du travail se serait considérablement aggravée et que les responsabilités et connaissances exigées des O.S. se seraient, en général, élevées.

D'autre part, les monopoles préfèrent les « investissements » les plus rapidement rentables sur le marché, y compris l'exportation des capitaux, la spéculation et la thésaurisation, aux grands investissements fixes les plus avancés techniquement, mais non « rentables » selon les normes actuelles du marché. Ils s'efforcent de limiter le plus possible la croissance inéluctable des équipements collectifs et des frais sociaux, en particulier ceux concernant la formation générale et la recherche fondamentale.

1. L'exemple tout récent de la grève des O.S. de chez Renault, au Mans, apporterait une confirmation de la maturité nouvelle du problème des classements et des déclassements. Les premiers résultats obtenus concernant le reclassement et la garantie de rémunération contre les déclassements pour changement de « poste » s'attaquent, en fait, à un vaste problème qui s'étend bien au-delà des ouvriers concernés. Les problèmes de classement et de statut tendent d'ailleurs à devenir aigus pour l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels.

Toutefois, sous l'effet de la concurrence et des luttes sociales dans les conditions de la suraccumulation durable, le développement technique tendrait désormais à s'effectuer, de façon principale, dans le sens de la diminution massive de la valeur du capital constant par unité de produit (c'est-à-dire du travail contenu dans les moyens de production), diminution conjuguée avec une élévation de la composition **technique** du capital (réduction du nombre des travailleurs productifs par rapport aux moyens matériels physiques). Ces transformations se rattachent aux pressions en faveur de la généralisation graduelle de l'automatisation industrielle dans le cadre des débuts de la révolution technique et de la révolution scientifique à l'échelle mondiale. L'ensemble tend à engendrer malgré tout un besoin d'élévation considérable de la qualification des travailleurs productifs, un besoin d'augmentation plus rapide du nombre des techniciens, ingénieurs et cadres, un besoin de développement massif des activités situées hors de la production matérielle au sens strict : travail de gestion, de recherche — développement industriel et de préparation à la production, de recherches appliquées et fondamentales dans tous les domaines — de travail d'éducation à

tous les âges, d'information, etc. ; un besoin de réorganisation fondamentale des temps sociaux des individus : temps libre, temps de réparation des forces, temps de formation, temps d'activité militante et civique, etc. (1).

La structure du C.M.E., caractérisée par l'emprise sociale renforcée des monopoles privés avec l'aide décisive des moyens publics, fait dominer directement toute la vie sociale par l'accumulation et le profit du grand capital, le but du travail cristallisé accumulé et du surtravail au détriment des travailleurs vivants. Ce faisant, cette structure agit comme une barrière qui, à la fois, s'oppose au courant fondamental de ces transformations techniques profondes et dévie ou déforme les réalisations inéluctables. L'accélération éventuelle de certaines des « modernisations », sous la pression de la concurrence et des luttes sociales, s'effectue de façon antagonique avec ce rôle de barrière générale du C.M.E., d'où l'évolution spasmodique et la mise en cause grandissante de la structure capitaliste.

En ce qui concerne l'automation industrielle, même dans les secteurs les plus avancés, et malgré la mise au point des procédés techniques dans le secteur public en raison des conditions exorbitantes de celles du profit capitaliste, comme le domaine de la commande spatiale, on assisterait actuellement à un freinage de l'élévation rapide nécessaire de la composition technique du capital. Ce freinage est lié aux prix (et aussi à la valeur) encore trop élevés des éléments du capital constant, comparés aux salaires qu'ils permettraient d'économiser dans l'entreprise (2).

Toutefois, sous la pression de la concurrence capitaliste et des luttes des travailleurs, l'évolution (en y incluant les perfectionnements technologiques) va dans le sens de la baisse prédominante de ces éléments du capital constant. Elle est actuellement freinée principalement — en dépit de craquements révélateurs dans l'électronique, liés à la récession américaine de 1969-71 — par le jeu des formes monopolistes et par l'intervention publique en faveur des monopoles, engendrant l'inflation rapide et généralisée, mais une pression de la surproduction potentielle encore insuffisante. Ces conditions économiques et sociales renforcent de façon décisive les difficultés technologiques provisoires pour rendre compte du maintien du stade de pré-automation ou de demi-automation, même dans les secteurs les plus avancés.

Dans ce stade, le travail de surveillance, de correction (et de commande) du prolétaire industriel, tout en passant désormais par le système des signes codés issus des moyens de production matériels (porteur de la possibilité d'automation proprement dite), reste de façon prédominante le fait d'opérateurs humains, au travail plus nerveux et plus cérébral, mais toujours parcellisé

1. La tendance générale au lien beaucoup plus directe et plus étroit de toutes les activités non productives (éducation, recherche, etc.) avec la production matérielle n'empêche pas, mais conditionne, au contraire, la tendance profonde et de long terme de la révolution scientifique : la tendance à la diminution du temps des activités humaines de travail productif proprement dit. Cette diminution peut prendre, d'ailleurs, la forme d'une combinaison d'activités de type productif et de type non productif. Les activités non productives conditionnent de plus en plus la production matérielle (qui agit sur elles en retour), sur laquelle elles tendent à être en prise directe, par l'intermédiaire des nouveaux équipements fixes de plus en plus collectifs et « communicatifs » de l'automation industrielle.

2. Ce serait le cas, notamment, dans la pétrochimie. Au lieu des équipements entièrement automatisés qui commencent à être mis en service à la fin des années 1960, on préfère y installer, en 1971, des équipements dont l'automation est beaucoup moins complète. Cette préférence se relie au niveau de la technique et à son effet sur la valeur relative élevée du capital constant exprimant un détour devant l'obstacle technologique, mais aussi aux prix gonflés par rapport à la base en valeur des équipements matériels et aux conditions de salaires et d'emploi. Voir aussi le rôle des monopoles pétroliers, des monopoles de l'électrotechnique (en liaison avec les prix et les valeurs des matériaux actuels) dans le freinage de l'expansion nécessaire de

et étroitement subordonné au processus matériel, de façon typiquement prolétarienne (1).

Mais les limites subjectives des opérateurs prolétaires, qui se développeront avec l'extension des processus de production, pousseront sans doute à l'élévation de la composition technique du capital, rendant plus urgente la baisse de valeur du capital constant et une formation moins étroite des travailleurs correspondant aux nécessités des matériels plus automationnés.

Plus la diminution du travail contenu dans les moyens de production, ou baisse de valeur du capital constant, tendant à déprimer la composition organique du capital, et plus l'élévation de la composition technique pourront se faire sentir, plus les problèmes de la formation des hommes et de l'organisation sociale nouvelle de leurs diverses activités deviendront aigus (2).

Alors la tendance au chômage massif, l'insuffisance des dépenses pour la qualification et le recyclage, y compris le temps de formation des travailleurs, l'insuffisance des conditions et du temps de réparation des forces avec les limites de l'intensification du travail (3), la tendance à la parcellisation et aux déclassements, soit en raison du niveau qualitatif des emplois requis, soit en liaison avec le chômage de travailleurs très qualifiés, ingénieurs et cadres (4), se renforceront sur le fond général des tendances à la surproduction. Cela révélera de plus en plus la nécessité pour l'intervention publique de se faire sur une autre base économique et avec un autre contenu politique et social de l'Etat.

En liaison avec les progrès de l'automation industrielle et des matériels informatiques de type électronique dans les autres activités sociales, les besoins nouveaux de travail non productif, du temps d'éducation et de loisir s'opposent au système de la plus-value et du capital. La nécessité et l'exigence sociales grandissent d'un système fondant essentiellement le progrès de la productivité sur le développement des facultés des travailleurs et ayant comme but déterminant le développement de ces facultés, c'est-à-dire le besoin pressant de la marche révolutionnaire au système collectiviste et même de la marche graduelle à sa forme classique, communiste, dépassant totalement toute forme de capitalisme.

Par ailleurs, les nouveaux instruments matériels, notamment ceux situés en dehors de la sphère de la production matérielle stricte et fondés eux aussi de plus en plus sur la technologie informatique issue des ordinateurs, renforcent les moyens et les nécessités de la circulation la plus fluide des informations et de la plus large répartition des responsabilités. Ils renforcent donc les pos-

l'énergie nucléaire, dont les techniques industrielles sont pourtant promues par le secteur public, y compris aux Etats-Unis.

1. Voir, en particulier, les études sociologiques sur l'automation dans l'industrie du ciment en France.

2. La crise de 1969-70 d'une industrie américaine comme celle du matériel électronique pédagogique serait déjà, à son échelle, révélatrice. Le coût des matériels anciens et la meilleure réponse aux besoins des utilisateurs se conjuguent pour développer le rôle du travail non productif et de mise au point des programmes au détriment des dépenses en matériels, tout en réclamant aussi davantage de participation, et donc de temps libre des enseignants.

3. Non seulement les cadences, les accidents et les maladies professionnelles classiques, mais aussi de plus en plus, sans doute, l'usure nerveuse.

4. Cf. le chômage de dizaines de milliers d'ingénieurs et travailleurs scientifiques en 1970 aux Etats-Unis, notamment dans l'industrie aérospatiale.

sibilités et les exigences d'une démocratie réelle, non seulement dans les entreprises de production et leur gestion, mais aussi dans l'administration étatique et dans les autres sphères d'activité sociale. En contraste avec le besoin grandissant d'une participation véritable aux décisions, dans tous les domaines, la classe dirigeante s'efforce déjà d'utiliser les nouvelles possibilités techniques pour mieux faire passer les impératifs du profit au nom de la prétendue rationalité des problèmes traités. D'où l'urgence de l'affinement de la lutte idéologique contre l'intégration aux buts des monopoles et la promesse du caractère beaucoup plus massif des exigences de démocratie si cette lutte est menée avec succès.

Dès à présent, l'intervention publique, sous la pression de la concurrence internationale et des luttes des travailleurs, dans le cadre du C.M.E., concernant, par exemple, la formation professionnelle et l'éducation, le recyclage et la formation permanente, etc., tend à se développer. Toutefois, étant donné la domination des monopoles capitalistes, non seulement les mesures sont quantitativement très insuffisantes par rapport aux besoins du progrès technique et du progrès des travailleurs, mais encore elles établissent une intervention plus directe et plus étroite des intérêts privés du grand patronat dans l'utilisation des fonds et la gestion des fonctions publiques d'éducation. Il en résulte les tendances à la parcellisation des formations et à la ségrégation des catégories. L'étroitesse spécifique des mesures prises et la précarité de leurs effets proviennent du fait qu'elles traitent les hommes comme de simples appendices des matériels capitalistes. Enfin, elles favorisent l'accroissement de la pression économique et idéologique du grand patronat sur les travailleurs (1).

De toute façon, le progrès des formes industrielles modernes, plus ou moins liées au progrès de l'automatisation, entraîne dans le cadre capitaliste une tendance à la subordination croissante de toutes les activités non productives, d'éducation, de recherche, d'administration, aux impératifs économiques des monopoles.

Mais, dans ces conditions, se renforce aussi l'exigence d'une liaison « production matérielle - autres activités » sur une base collective et démocratique fondée sur la nationalisation des moyens principaux de production.

Toutes les réformes de « modernisation » que le pouvoir s'efforce de mettre en chantier dans les conditions de la crise du C.M.E. se caractérisent essentiellement par leur caractère de « quarts de mesures » aux ressources très insuffisantes et par leur contenu social antagonique. Tout en étant imposées par le progrès des luttes des travailleurs ainsi que par la concurrence qui les rendent nécessaires à la survie des monopoles, ces réfor-

1. Un exemple tout récent, concernant les techniciens de l'informatique, mais qui a des équivalents pour les ouvriers dans d'autres secteurs, illustre cette tendance générale du patronat. La grève des inspecteurs « ordinateurs » du service d'assistance technique de la Société Burroughs, décidée en mai 1971, concerne, non seulement les conditions de travail (le travail de nuit et du dimanche), mais aussi la revalorisation des salaires, conformément à l'accroissement des connaissances et des responsabilités.

Les techniciens font remarquer qu'en parcellisant la formation, la direction l'a « rentabilisée » au maximum, écrasant la qualification pour écraser le salaire. La progression des carrières est compromise, d'autant plus que les techniciens sont liés par des contrats de formation de deux ans. Comme ils sont payés « au poste » (comme les O.S. de chez Renault) sur des machines qui évoluent très vite, la fin de carrière risque de se traduire, pour beaucoup, par des déclassements.

mes, expression de la crise de structure, ne contribueront pas à renforcer le C.M.E. Leur caractère essentiellement insuffisant et antagonique tend à révéler, au contraire, dans la pratique vécue et pour les couches les plus larges, les limites imposées par le système lui-même, l'incompatibilité concrète de la domination des monopoles dans le cadre du C.M.E. avec les véritables réformes nécessaires de portée révolutionnaire. Les masses peuvent faire l'expérience du contraste entre, d'une part, les promesses grandiloquentes concernant la condition ouvrière, etc., dont nos ministres ne sont pas avares, ou encore les possibilités théoriques véritablement exaltantes du progrès technique contemporain et les réalisations effectives, d'autre part. L'ampleur tronquée des mesures peut faire ressentir encore mieux les aliénations et les mesquineries, la précarité qui les caractérisent, c'est-à-dire la marque du régime d'exploitation qui les concède sous la pression des luttes. Cela peut contribuer encore à renforcer son caractère intolérable et l'unité d'action de toutes les catégories de travailleurs contre la cause profonde des difficultés : la domination renforcée des monopoles dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat en crise.

b) Quelques problèmes posés par les tendances à la « supranationalité » et par la crise du système monétaire capitaliste.

Les prétendues adaptations du C.M.E. aux tendances à l'internationalisation de la production et à l'universalisation de la vie économique et sociale, tout en reflétant certaines dimensions nouvelles des problèmes contemporains liées à la socialisation accélérée des forces productives, sont encore plus fallacieuses. Les monopoles cosmopolites les plus puissants visent, dans ce domaine, comme dans les autres, à renforcer leurs dominations et à se prémunir contre les transformations démocratiques anti-monopolistes.

L'expansion des entreprises monopolistes supranationales ne constitue pas la solution de la suraccumulation relativement durable exprimée par la crise du C.M.E. Elles ne permettent pas la réduction massive et persistante de l'accumulation du capital constant. En effet, si elles tendent à réduire l'accumulation de telle ou telle entreprise supplantée, ou encore à accroître les « économies » de dimensions, c'est, en définitive, pour augmenter leur accumulation globale. De plus, elles tendent à aggraver l'insuffisance de l'intervention publique nouvelle en renforçant l'opposition de la structure monopoliste, dont le caractère cosmopolite s'accroît, à une politique nationale de l'emploi, des activités et des équipements collectifs conformes aux besoins des travailleurs. Les compressions et les implantations sont décidées

en fonction de stratégies cosmopolites, aggravant encore l'antagonisme entre la recherche de la profitabilité maximum et les difficultés sociales (ainsi que leur coût national). L'évasion spéculative des profits et des capitaux est grandement facilitée. Non seulement les manque-à-gagner de la productivité dus à la concurrence monopoliste ne sont pas supprimés, mais ils peuvent être accrus (1). L'interpénétration actuelle des économies capitalistes révèle déjà, dans le Marché Commun, la sensibilisation aux difficultés étrangères, la diminution de l'efficacité des politiques conjoncturelles nationales, la concurrence accrue des productions « communautaires » (bien plus importante que la complémentarité), dans le cadre de la suraccumulation profonde de tendance durable.

Il convient tout particulièrement de lutter contre les illusions de solution des difficultés actuelles de la suraccumulation du capital et, notamment, de la crise du système monétaire capitaliste par les tentatives d'intégration monétaire européenne.

Déjà, tous les expédients monétaires, adoptés depuis 1968 sous la pression dominante des Etats-Unis, se sont révélés inopérants pour l'essentiel, car ne touchant pas aux racines véritables des déficits des balances des paiements, de la spéculation et de l'inflation généralisée actuelle. Ces racines sont constituées par la suraccumulation relativement durable du capital monopoliste et par la tendance inflationniste aggravée, corrélative des profits et de l'accumulation stimulés publiquement. Ces racines ne sont pas constituées par les politiques monétaires ou budgétaires en elles-mêmes, coupées des rapports de production du C.M.E., qu'il s'agisse de la politique de tendance « expansionniste » (des profits et du capital) caractérisant l'ensemble des pays capitalistes, et notamment les Etats-Unis, ou qu'il s'agisse des coups d'arrêt des politiques de « stabilisation ».

Les Etats-Unis soutiennent officiellement, en réponse aux critiques de leurs compères impérialistes (2), que leurs dépenses militaires extérieures expliqueraient leur déficit, qu'elles seraient un fardeau qu'ils portent injustement à eux seuls dans l'intérêt des autres pays du monde libre. Ou même par la voix de certains experts, ils affirment que leur politique monétaire expansionniste stimule l'ensemble du monde capitaliste. Ils reprochent, au contraire, l'égoïsme des politiques non concertées des autres puissances impérialistes concernant les taux d'intérêt et les stabilisations. En réalité, tous les impérialistes et leurs représentants oublient que la stimulation publique aux Etats-Unis comme ailleurs (y compris par les dépenses militaires) n'entraîna pas une telle situation dans les années 1944-1958. Ils oublient que c'est après 1958 que la marche à la suraccumulation durable a engendré graduellement l'inflation accélérée, y compris aux Etats-Unis,

1. La concurrence sur le territoire national des trois ou quatre grandes firmes supranationales de chaque branche s'oppose à la rationalisation de la production et au progrès de la productivité permis par la nationalisation antimonopoliste. Cette nationalisation permettrait aussi la décentralisation des décisions, quand elle est bénéfique, ainsi qu'une politique extrêmement hardie de coopération internationale en raison des garanties extrêmement fortes contre le risque de domination extérieure.

2. Portant sur leur absence de « discipline » monétaire, faisant supporter aux autres, en leur imposant les excédents de dollars, leur inflation interne et leur expansion à l'extérieur.

puis les tendances aux excédents de capitaux et à la surproduction à l'échelle mondiale. Sur cette base, tout d'abord, l'excédent commercial américain a tendu à accentuer sa réduction, de façon contradictoire avec le rôle central du dollar, tandis que les dépenses militaires à l'extérieur et les exportations de capitaux américains s'accroissaient : d'où l'importance et l'aggravation du déficit de la balance des paiements des Etats-Unis avec la croissance des dollars en excédent à l'extérieur des Etats-Unis (1). La crise du système monétaire capitaliste et du dollar éclate en 1968, avec la création du double marché de l'or (2).

Des masses énormes de capitaux flottants cosmopolites se sont rapidement constituées, tandis que les tendances à la spéculation ou à la thésaurisation se développaient et que les luttes pour les débouchés s'avivaient. La crise du système monétaire exprime la suraccumulation durable et la crise de structure du C.M.E. Ce sont les rapports de production capitalistes, dans la phase actuelle de l'impérialisme, qui sont en cause et non simplement des politiques, même s'il s'agit de la politique de domination mondiale des Etats-Unis.

Dans les conditions actuelles, exprimant la persistance de la suraccumulation et la crise du C.M.E., les différences entre les situations objectives des différents pays deviennent plus graves, car elles poussent les politiques économiques à se contrecarrer et à aggraver les difficultés des voisins. Les tentatives de concertation et d'unité s'accroissent aussi, mais en même temps le risque de domination des plus faibles, sous prétexte de coordination. La lutte interimpérialiste entre les groupes de capitaux monopolistes empêche d'ailleurs toute prétendue coordination dans l'intérêt réciproque. Sans cesser de se combattre, les capitalistes tentent de se mettre d'accord sur le dos des peuples. Ils peuvent tenter aussi de faire supporter davantage les difficultés aux peuples des Etats voisins en raison de risques économiques, sociaux et politiques de difficultés excessives.

Leurs luttes comme leurs accords n'ont pas en vue l'intérêt des diverses catégories de travailleurs et de la nation, mais celui de leurs capitaux, malgré toutes leurs proclamations concernant l'intérêt national.

La situation monétaire toute récente (printemps 1971) apporte la confirmation de cette aggravation tendancielle des antagonismes économiques interimpérialistes. D'une part, la crise du dollar s'est révélée comme plus aiguë que jamais auparavant.

A la fin du 1^{er} trimestre 1971, l'excédent de la balance commerciale des E.-U. se révélait encore inférieur à celui du 1^{er}

1. En 1965, les réserves d'or officielles des E.-U. sont à peine supérieures à leurs dettes nettes à l'extérieur. Mais 1967 voit une aggravation brutale du déficit de leur balance des paiements accompagnée d'une perte d'or sévère.

Marché au cours officiel du dollar entre les banques centrales, marché libre pour les particuliers auxquels les banques centrales ne vendent plus d'or.

trimestre 1970 (1). En avril et en mai, la spéculation a porté directement et massivement sur la faiblesse du dollar, en jouant surtout sur le deutschmark. Des ventes d'or étaient effectuées par le F.M.I. à 14 pays et même par le Trésor américain à certaines banques centrales et le prix de l'or se relevait sur le marché libre (2). Devant la nécessité de freiner l'afflux des dollars, les accords de Bruxelles de février entre les six du Marché commun prévoyant la marche (très progressive et avec possibilité de retour à zéro) vers une union monétaire ont été directement mis à l'épreuve (3).

En ce qui concerne les perspectives ouvertes par les accords de Bruxelles, il ne convient ni de céder au camouflage de leur gravité, ni de céder à l'intoxication sur leur prétendu caractère de processus irréversible aboutissant à une véritable monnaie européenne unique. Sous la crainte du développement des contradictions interimpérialistes ainsi que des risques corrélatifs de l'opposition populaire, les accords ont été marqués par un caractère très graduel et réversible (4). Très vite, les difficultés immédiates se sont révélées beaucoup plus graves que prévu, avec la crise de mai 1971 et la tension monétaire franco-allemande. Si la pression en faveur d'une concertation monétaire, budgétaire, etc., demeure, notamment la pression allemande présente en faveur d'une politique de stabilisation, l'intervention américaine s'est accrue dans l'entreprise, tandis que celle-ci s'étend désormais au Royaume-Uni. De toute façon, si elle voit le jour, une union monétaire européenne, quelle que soit sa forme, ne pourra ni faire cesser la spéculation, ni garantir une indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, ni résoudre la crise du système monétaire capitaliste.

Ou bien une telle union monétaire, assez relâchée, vise à faire supporter plus facilement la domination du dollar et l'utilisation du déficit des Etats-Unis pour accroître leur effort de domination en l'industrie européenne.

Ou bien, plus rigoureuse, elle risque de se heurter aux antagonismes entre Européens, sans pour autant cesser de se heurter à la domination américaine de l'intérieur et de l'extérieur (5).

Dans les deux cas, en raison de la suraccumulation relativement durable, la nécessité de la dévaluation du dollar par rapport à l'or se renforcera :

— soit, à la longue, uniquement sous la pression générale des tendances aux évolutions divergentes des prix et des monnaies, à la surproduction, à la spéculation, à la thésaurisation ;

— soit, plus rapidement, avec, outre cette pression générale, l'effet d'une union monétaire européenne plus stricte avec par exemple une unité de compte commune. Mais alors, malgré

1. Tandis que les investissements à l'étranger des entreprises américaines seraient accrus rapidement en 1970.

2. Malgré l'expédient désespéré du double marché de l'or instauré en mars 1968, révélateur de la profondeur du tournant, on voit ainsi que les propos sur le prétendu système d'étalon dollar qui serait établi à la place de l'étalon change et or, ouvrant une prétendue ère nouvelle des relations monétaires, relèvent de l'illusion ou de l'intoxication. La réalité est la crise profonde et durable de l'étalon change-or, manifestée notamment par la croissance des droits de tirages spéciaux au Fonds Monétaire International (F.M.I.).

3. Alors que la réduction des marges de fluctuation des monnaies de la Communauté était prévue pour le 15 juin, on assiste, au contraire, à une extension de ces marges.

4. Les accords de février 1971 prévoyaient une première étape 1971-1973, à l'issue de laquelle un délai de réflexion de deux années permettrait le retour à la situation antérieure aux accords, c'est-à-dire une réversibilité totale. La première étape instituait un concours financier à moyen et à court terme en vue de lutter contre les effets de la spéculation et de réduire les marges de fluctuation des changes entre les monnaies du Marché commun. Déjà, cette première étape vient de subir un échec très grave. Si, néanmoins, la marche en avant est reprise, et même si elle va jusqu'au bout, cela ne signifierait pas pour autant une

les pertes financières tenant à la dévalorisation massive des capitaux monétaires, cette dévaluation pourrait renforcer de façon formidable la concurrence de la production des Etats-Unis. Dans les deux cas, la baisse des prix-or, et les pertes de capitaux à l'échelle mondiale renforceraient la tendance à la thésaurisation et au chômage, en l'absence de transformations démocratiques très profondes, anti-monopolistes. Dans les deux cas, sous des formes différentes, les Etats-Unis accentueront la tendance à leur domination et à l'interpénétration, tandis que les contradictions interimpérialistes se renforceront aussi.

Dans l'immédiat, devant les pressions des Etats-Unis, s'appuyant sur la vague spéculative, en faveur d'une flexibilité plus grande des changes entraînant une réévaluation de fait de monnaies européennes laissant intact le rapport du dollar à l'or, les antagonismes d'intérêts capitalistes entre la République fédérale allemande et la France se sont affirmés. Le compromis du flottement « provisoire » du mark (et du florin néerlandais) s'est directement opposé aux accords de Bruxelles sur le rapprochement des monnaies. Les contradictions interimpérialistes se sont accentuées en présence des conditions de rentabilité et d'inflation différentes sinon relativement divergentes entre les deux pays. Ainsi, la faiblesse du franc et de la position concurrentielle relative des monopolistes installés en France risquait de faire entrer la France dans une quasi-zone mark, si le franc suivait le flottement (1). Inversement, le développement des mouvements de capitaux et de marchandises entre l'Allemagne et le reste du monde capitaliste, tout particulièrement les Etats-Unis — avantageant d'ailleurs la R.F.A., dont notamment les exportations de capitaux à long terme ont fortement progressé — risquait d'être contrecarré par des restrictions directes des mouvements de capitaux en Allemagne ; ou bien encore ces restrictions auraient été inopérantes. Mais ce n'est pas l'entente nouvelle et précipitée franco-britannique sur la livre-sterling qui fera entrer, avec le Royaume-Uni, un arbitre désintéressé dans le Marché commun.

Au contraire, les possibilités de divergences grandiront, tandis qu'augmentera surtout la pression des Etats-Unis (dont on sait les relations privilégiées avec le Royaume-Uni) en vue de leur propre arbitrage et d'une « coordination » des politiques monétaire et budgétaire à l'échelle des principales puissances impérialistes, par exemple dans le cadre de l'O.C.D.E.

En même temps que sont brandies de plus en plus les menaces de guerre douanière et commerciale, la pression des Etats-Unis pour la libéralisation des échanges en leur faveur devient de plus en plus forte. Tandis que seuls l'Allemagne de l'Ouest ou le Japon peuvent vraiment les inquiéter (2), la France apparaît

monnaie unique après les très graves crises du contrôle de la banque d'émission et d'institutions politiques unifiées. On a pu envisager plus simplement la création d'une unité de compte commune (rattachée à l'or éventuellement). Mais cela pose encore le problème des différences profondes entre les situations économiques des divers pays et des possibilités d'évolution divergentes par rapport à l'unité de compte.

5. Il ne faut pas oublier que les entreprises industrielles et les banques dont la société mère est aux Etats-Unis sont les mieux installés dans tout le Marché commun et le Royaume-Uni, donc les plus « européennes ». Des groupes financiers américains viennent d'ailleurs de resserrer les liens avec les deux groupes financiers dominants en France : le groupe de Paris et des Pays-Bas et celui de Suez.

1. Avec la nécessité d'une aide en mark et les difficultés des exportations.

2. Le Japon tendrait à connaître une situation analogue à celle de la République fédérale allemande. Ses exportations de capitaux s'accroissent très rapidement. Mais la pression spéculative sur le yen se manifeste néanmoins.

en position de faiblesse dans ces heurts et ces ententes à l'échelle mondiale (1). Les « menaces » françaises concernant la restriction des échanges extérieurs sont illusoire, étant donné la dépendance croissante de la politique économique du gouvernement français vis-à-vis des échanges de marchandises et de la concertation monétaire extérieure dans le cadre de la crise du C.M.E. ; étant donné aussi l'intérêt de l'Allemagne de l'Ouest au commerce avec les Etats-Unis et les pays dans leur dépendance étroite. Seule une démocratie antimonopoliste instaurée en France pourrait s'appuyer sur l'expansion du marché intérieur pour mener une politique d'indépendance dans la coopération. Une telle démocratie, loin d'empêcher d'ailleurs les accords de coordination internationale et même de coproduction, pourrait s'appuyer sur les tendances à la socialisation à l'échelle internationale en matière d'infrastructures matérielles (transports, énergie, communications) ou encore de recherche-développement pour dépasser l'étroitesse de l'Europe occidentale. Elle pourrait dans ces domaines coopérer à l'échelle de l'Europe entière, y compris avec les pays socialistes, dans le respect de l'avantage réciproque. Par ailleurs, une coordination très étroite dans l'intérêt des travailleurs, au niveau de la production et de la planification, pourrait se réaliser à une échelle plus réduite en supposant des transformations démocratiques chez des voisins immédiats.

La pression en faveur d'un soutien mutuel et d'une coordination plus ou moins poussée à l'échelle européenne et éventuellement à l'échelle de l'O.C.D.E. des politiques monétaires et budgétaires des Etats monopolistes les plus puissants se manifeste, en dépit des antagonismes, dans les conditions de la crise du C.M.E. Dans la mesure où cette coordination sera praticable, dans le cadre des difficultés de la suraccumulation des capitaux, elle renforcera les exigences des groupes monopolistes cosmopolites les plus forts sans supprimer leurs luttes. Elle rendra plus grave le divorce entre les besoins de toutes les catégories de travailleurs ainsi que des différents secteurs d'activités ou des diverses régions dans chaque nation, avec une politique économique étatique non dirigée et non contrôlée démocratiquement. L'échec des « réformes » dans le cadre du C.M.E. renforcera, en liaison avec les luttes politiques démystificatrices, dans ce domaine aussi, l'exigence du passage à la démocratie avancée (2). Toutefois, une attitude résolument démystificatrice ne veut pas dire l'absence de lutte démocratique ou d'efforts de coordination internationale des luttes des forces ouvrières et démocratiques dans le cadre des nouvelles conditions, des nouvelles politiques ou éventuellement des nouvelles institutions monétaires. De même, la démocratie avancée pourrait utiliser par la suite telle ou telle forme, telle ou telle tech-

1. Une unité de compte européenne pourrait, en fait, donner au mark un rôle déterminant. Par ailleurs, un éventuel flottement relatif de toutes les monnaies du Marché commun « unies » et du dollar, une fois fixée une nouvelle parité du mark par exemple, n'empêcherait pas du tout les différences de situation et les antagonismes entre les différents pays impérialistes, notamment entre ceux du Marché commun, de se manifester, perturbant leurs économies, devant la persistance de la suraccumulation capitaliste mondiale.

2. L'or, représentant le travail cristallisé marchand en soi, révélera le caractère nécessaire de sa dictature dans le cadre capitaliste, y compris le C.M.E. L'urgence de son dépassement révolutionnaire, grâce à une planification rationnelle et démocratique, se renforcera, tout en révélant ses conditions : la suppression graduelle de la dictature de l'accumulation et du marché capitalistes.

nique, parmi celles tendant à la coordination des politiques monétaires et budgétaires ou même des planifications (1).

Dans tous les domaines intérieur et extérieur, des réformes autoritaires des classes dirigeantes seront de plus en plus tentées et poursuivies avec acharnement. Elles demeureront pour l'essentiel impuissantes devant la suraccumulation qu'elles renforceront en définitive. Cependant, par leur échec général, elles contribueront, au prix d'une lutte idéologique intense, à renforcer l'exigence des transformations systématiquement anti-monopolistes. Et même, les limites essentielles du contenu particulier de chaque réforme, perçues dans la pratique, contribueront à préciser les solutions démocratiques véritables et à débayer le terrain démocratique des fausses solutions opportunistes, technocratiques ou utopiques.

3. — LA NECESSITE DU CONTENU SYSTEMATIQUEMENT ANTIMONOPOLISTE D'UN PROGRAMME VERITABLEMENT REALISTE ET NOVATEUR DE DEMOCRATIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE.

a) De la crise du C.M.E. à un véritable programme de démocratie économique et politique.

Le développement en cours de l'analyse de la crise du C.M.E. permet de fonder théoriquement le programme de démocratie avancée à partir des problèmes réels de la crise nationale, du mécontentement et des aspirations des masses les plus larges. Cette analyse montre qu'il n'est question ni de susciter artificiellement la crise par une violence minoritaire, ni de réduire la crise de structure à une crise de doctrine et de personnel politiques dans une perspective électoraliste. L'analyse de la crise du C.M.E. contribue à déterminer rationnellement les critères du programme des forces ouvrières et démocratiques quant aux moyens et aux objectifs, de sorte que la réalisation d'un programme répondant véritablement aux graves difficultés objectives et aux aspirations populaires soit permise par la rupture avec le C.M.E., et non son replâtrage, tout en ouvrant la voie révolutionnaire vers le socialisme dans nos conditions.

On l'a déjà reconnu : toutes les couches de travailleurs sont désormais gagnées par un mécontentement profond et la volonté de changements hardis. Non seulement toutes les catégories de salariés, dont le nombre tend encore à grandir (2), mais la petite bourgeoisie des campagnes et des villes qui a soutenu dans sa masse les « gaullistes » en 1968 et 1969. Il demeure

1. Bien plus, elle pourrait introduire elle-même d'autres modalités de coopération et de coordination, fondées sur une autre comptabilité que la comptabilité monétaire renvoyant en dernière analyse à l'or.

2. Cette salarisation massive généralise les rapports sociaux capitalistes et aggrave la domination du grand capital. Elle contribue à rendre possible et nécessaire l'étape de la démocratie économique et politique, phase de transition révolutionnaire au socialisme développé.

néanmoins que de larges masses de travailleurs, surtout dans les couches supérieures de salariés et dans la petite et moyenne bourgeoisie, mais pas uniquement, bien que touchées par le « malaise » et la « crise de civilisation », font encore confiance aux « réformes » du pouvoir, ou, du moins, leur font davantage crédit qu'aux perspectives présentées actuellement par les forces ouvrières et démocratiques, ou encore demeurent passives parce qu'elles ne voient pas d'issue mobilisatrice. Ce sont ces masses que pourrait toucher de plus en plus la tendance à la persistance du désordre ainsi que des difficultés économiques et sociales. Elles pourront se détacher du régime ou se départir de leur passivité inquiète si elles prennent conscience du fait que les responsables de ce désordre et de ces difficultés sont le régime des monopoles capitalistes et leur pouvoir étatique, responsables aussi de tous les excès gauchistes d'ailleurs, en raison de leur incapacité à répondre vraiment aux problèmes de notre temps autrement que par des « réformes » essentiellement insuffisantes ou par des mesures répressives.

Par contraste, les forces ouvrières et démocratiques, dont l'unité serait de plus en plus organisée et fondée sur un véritable programme commun, pourraient mieux se révéler comme le seul facteur d'ordre démocratique et de refonte audacieuse de toute la nation, libérant ses énergies constructives. La portée politique, mobilisatrice des masses, des perspectives hardies de la démocratie avancée — économique, politique, culturelle — de leur réponse élaborée aux aspirations des travailleurs, de leur « crédibilité », deviendront donc de plus en plus grandes, y compris les perspectives concrètes de la marche au socialisme dans les conditions de la France.

Les exigences du progrès social effectif et les obstacles fondamentaux qu'il rencontre, révélés toujours plus nettement par la crise du C.M.E. dans notre pays, constituent la base réaliste de l'élaboration du programme profondément novateur que nous proposons pour la démocratie avancée. Les objectifs socio-économiques du programme répondent précisément aux insuffisances grandissantes de la satisfaction des besoins des masses et aux luttes de grande portée qui se développent. Il s'agit de salaire et de pouvoir d'achat, des conditions de travail, de temps de travail, du temps libre hebdomadaire ou annuel et de la retraite. Mais il s'agit aussi du cadre de vie, des transports et du logement, de la santé et de la sécurité sociale, de l'éducation à tous les niveaux, du recyclage et de la formation permanente, des congés et de l'organisation des loisirs. Il s'agit encore de la politique de l'emploi, du passage démocratiquement planifié entre les emplois et activités, de la formation et de l'accession des jeunes à l'emploi nouveau, du développe-

ment équilibré des villes et des régions, etc. C'est, contrairement aux allégations du patronat, exprimant les obstacles du profit et de l'accumulation monopolistes, sur tous les fronts, que des progrès massifs sont désormais nécessaires et possibles.

Dès à présent des résultats sensibles peuvent être arrachés par les luttes, non seulement en ce qui concerne les rémunérations et les conditions de travail, mais même en ce qui concerne les grands besoins sociaux à l'échelle nationale (1). Cependant, la prise de conscience, dans ces luttes, des limites des résultats, des obstacles essentiels et de la force de l'action unie des masses contribuera à l'exigence des conquêtes sociales décisives et de leur condition : une transformation de structure d'ensemble, permise par l'accession au pouvoir politique des forces ouvrières et démocratiques, fondée sur la nationalisation du crédit ainsi que des monopoles les plus puissants.

Les diverses conquêtes sociales, systématiques et de grande ampleur, programmées dans un ensemble, s'épauleront d'ailleurs les unes les autres en contribuant à la croissance rapide de la productivité du travail dans les conditions technologiques nouvelles à condition que, sur la base de la nationalisation antimonopoliste et de son extension progressive, la satisfaction des besoins des travailleurs puisse être mise graduellement au centre de l'économie au lieu des exigences du profit et de l'accumulation capitalistes.

Non seulement les obstacles de la domination de l'accumulation monopoliste seront levés par la nationalisation du secteur financier et des secteurs-clés de l'industrie, mais encore, aux gains résultant de l'économie des gaspillages des monopoles et de leur Etat (2) s'ajoutera le dépassement des manque-à-gagner actuels de la production matérielle, grâce à la rationalisation et au caractère collectif nouveau des moyens de production matériels permis par la nationalisation antimonopoliste (3) et grâce au développement et à l'emploi de toutes les capacités humaines du pays.

b) La nationalisation des monopoles des secteurs-clés au cœur des moyens du programme de démocratie nouvelle.

L'analyse théorique des racines de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat dans la suraccumulation relativement durable du capital permet de lutter contre les illusions répandues par la bourgeoisie monopoliste et son pouvoir étatique sur la possibilité de stabiliser, de sortir des difficultés persistantes par l'établissement d'une « nouvelle société » et d'assurer la satis-

1. D'où les campagnes que vient de lancer le Parti Communiste sur les grands objectifs sociaux de portée nationale.

2. Des double-emplois et des dépenses parasites de la concurrence monopolistique aux dépenses d'armements et de répression inutiles, en passant par les pertes de la spéculation (monétaire, foncière, etc.) ou du chômage.

3. Voir les gains de productivité jadis permis par les nationalisations des multiples compagnies concurrentes, par exemple par la nationalisation de la production d'électricité.

faction maximum des besoins sociaux dans le cadre du système monopoliste grâce à leurs « réformes » à eux.

En même temps, l'analyse marxiste de la crise du C.M.E. porte contre les illusions plus ou moins réactionnaires ou réformistes-droitières, à la remorque de la grande bourgeoisie, sur la portée de réformes et de changements de personnel qui ne modifieront pas la base économique caractérisée par la propriété monopoliste privée dominante. L'analyse de la suraccumulation du capital met l'accent sur le **seuil minimum** de nationalisation antimonopoliste nécessaire pour que l'accumulation et le profit monopolistes ne dominent plus l'ensemble de l'économie nationale. Il ne s'agit pas seulement d'un seuil quantitatif concernant la majorité du capital social. L'analyse indique aussi que ce sont les secteurs où sont le plus lourds le poids du capital constant, notamment sous la forme d'installations fixes de type collectif, et le poids des dépenses de recherches et autres travaux non productifs qui forment les secteurs-clés responsables de la suraccumulation durable. Ce sont les secteurs de base et les secteurs de pointe les plus monopolisés et les plus accapareurs de l'intervention publique (1). Il s'agit aussi de nationaliser le crédit, tout le secteur financier, afin de pouvoir contrôler l'ensemble de l'économie nationale dont l'orientation nouvelle résultera du caractère dominant du nouveau secteur public industriel (2).

La théorie de la crise du C.M.E. permet également de lutter contre les illusions gauchistes ne voyant pas la portée révolutionnaire de ce seuil de nationalisation, caractérisant ce que nous appelons la « démocratie avancée », ni la possibilité et la nécessité de marcher au socialisme développé à partir de cette « phase de transition révolutionnaire ». Les conceptions opportunistes de gauche rejoignent les positions droitières — considérant qu'il y a instauration progressive du socialisme quand subsiste un secteur monopoliste privé majoritaire simplement « encadré » par la planification — en insistant sur « l'autogestion » et le pouvoir ouvrier dans l'entreprise de façon quasi-mythique (3). Ces conceptions coupent la gestion démocratique et les pouvoirs effectifs des travailleurs dans l'entreprise de leurs bases dans les nationalisations dominantes à l'échelle nationale, dans la transformation démocratique de l'Etat et dans une véritable planification nationale, dans les possibilités économiques et techniques de la décentralisation démocratique liées notamment au degré de progression de la révolution technique.

En ce qui concerne la mise en œuvre des moyens et la réalisation des objectifs sociaux du programme de démocratie avan-

1. La concentration grandissante dans l'industrie alimentaire, avec l'aide de type public, et le rôle stratégique de ce secteur du point de vue de l'agriculture et du petit commerce, tend à le rattacher aux secteurs-clés, du moins dans ses parties monopolisées où l'emprise des trusts supranationaux s'accroît rapidement.

2. Le secteur non nationalisé prendra une importance stratégique considérable, après la nationalisation des secteurs-clés, pour les capitalistes de l'intérieur et de l'extérieur. D'où l'exigence de l'encadrement planifié véritable du secteur privé. Si la nationalisation des secteurs-clés industriels rendra possible une nouvelle orientation d'ensemble de l'économie, la nationalisation de tout secteur bancaire et financier rendra possible le contrôle des opérations financières du secteur capitaliste privé, y compris celles avec l'étranger et le contrôle des relations commerciales extérieures.

3. Elles se fondent, notamment, tout en se prétendant « critiques », sur l'idéalisation de l'« autogestion yougoslave », au lieu de considérer les racines profondes économiques et techniques de ce que l'on appelle son « contournement » dans la pratique, de l'échelle de l'entreprise jusqu'à celle de l'Etat.

cée, il convient de souligner l'importance de la définition des nationalisations nouvelles à effectuer et de leur extension ultérieure, bases de la planification et de la gestion démocratiques. Quand on considère l'explication de la crise du C.M.E. par la suraccumulation, on comprend que la nationalisation « ponctuelle » de certaines entreprises à l'intérieur des secteurs-clés que proposent encore certains est absolument irréaliste. Elle maintiendrait les exigences de profits et d'accumulation de la structure monopoliste privée en ne faisant objectivement qu'aménager le capitalisme monopoliste d'Etat, même si on baptise cet aménagement de « socialiste ». D'ailleurs, la nationalisation doit permettre une restructuration démocratique d'ensemble, particulièrement urgente dans le domaine financier. Quant à l'extension progressive ultérieure des nationalisations, pour lutter contre les obstacles à la réalisation du programme de la démocratie avancée et à son développement, elle ne peut, en aucune façon, concerner une socialisation des pertes, ménageant les secteurs dominants ressentant le moins les difficultés. Le critère de l'extension ultérieure des nationalisations antimonopolistes est l'obstacle aux disciplines et à la réalisation des objectifs de la planification démocratique, décidée par la nation, par tous les travailleurs, de la base au sommet. Certes, l'encadrement réalisé par la planification démocratique de l'important secteur capitaliste privé subsistant après la nationalisation des secteurs-clés doit tenir compte de la logique propre de ce secteur. Mais aussi, il s'agit de neutraliser les effets les plus nocifs de cette logique, en allant progressivement jusqu'à la nationalisation, pour le grand capital, afin d'éviter le plus possible les difficultés que susciteraient les capitalistes de l'intérieur et de l'extérieur. On ne peut en aucune façon prendre prétexte de ces difficultés pour revenir en arrière sur les nationalisations effectuées, sous couleur de liberté démocratique. En réalité, la liberté démocratique suppose, non seulement la possibilité de l'explication massive devant le peuple, des vraies causes des difficultés, mais encore l'inaliénabilité des droits démocratiques du peuple (1).

c) Règles de gestion, plan, politique économique.

On invoque parfois la nécessité de la souplesse réaliste de la gestion pour justifier une nationalisation réduite et ponctuelle, en confondant cette souplesse avec la concurrence capitaliste et ses maux. La souplesse et l'efficacité de la gestion ne signifient pas, non plus, une autonomie de gestion faisant fi de règles économiques nationales, ce qui n'existe nulle part, et qui serait plus anarchique encore que la concurrence existant dans le cadre du C.M.E. En réalité, l'autonomie de la gestion dé-

1. De même que dans le droit fondamental issu de la révolution de 1789-94, la souveraineté politique nationale des citoyens ne peut s'aliéner ni le servage résulter d'un contrat, de même les entreprises nationalisées devront être inaliénables.

mocratique des entreprises nationalisées et de leurs divisions doit s'insérer dans le cadre des règles de gestion et du plan démocratiques, élaborés avec la participation de tous les travailleurs sur le plan national. Règles de gestion, plan, politique économique, décidés démocratiquement, fixeront les conditions dans lesquelles la gestion et les initiatives des entreprises, de leurs départements, des organisations de travailleurs et des individus pourront se déployer. Cela pourra être valable aussi pour toutes activités situées en dehors de la production matérielle.

Dès le départ de la démocratie avancée — alors que des mesures intérimaires auraient été prises immédiatement, avec la participation des masses, concernant notamment le contrôle des prix, du crédit et des mouvements de capitaux, ou encore les droits des travailleurs et de leurs organisations dans les entreprises — les caractères indissociables de démocratie et de rigueur scientifique de la planification pourront commencer à s'affirmer dans la pratique. Par exemple, on pourrait commencer un premier inventaire public de la situation économique et sociale de la France, contribuant à mettre fin au secret des entreprises et des administrations, et, en liaison avec ce bilan, une consultation nationale à tous les niveaux viserait à mettre en chantier la réalisation du programme de lutte et de gouvernement adopté, en fournissant la base du premier plan démocratique.

Non seulement ce premier plan devra s'insérer dans un plan prospectif à longue échéance, mais encore il posera tout de suite le problème des principes et critères de la planification correspondant aux règles nouvelles de gestion économique. Certes, on peut penser que, dans une première étape de la démocratie avancée, la définition détaillée des objectifs sociaux résultera de la critique de l'état antérieur de la crise du C.M.E. dans notre pays, critique ayant déjà déterminé les grandes revendications nationales inscrites dans le programme de gouvernement. De même, l'utilisation des nouveaux moyens résultera essentiellement de la critique des gaspillages et de l'autoritarisme antérieurs. La prise du pouvoir politique par les forces ouvrières et démocratiques ainsi que les nationalisations nouvelles financières et industrielles permettront, non seulement une nouvelle définition des priorités économiques et le dégagement des ressources qu'elles nécessitent, mais aussi l'utilisation démocratique des grands instruments de politique économique, de planification et de gestion déjà existants, s'appuyant sur l'information et l'intervention des travailleurs à **tous les échelons** dans la prise des décisions économiques et le contrôle de leur exécution.

Cependant, dès le début, le problème de la transformation de ces instruments se posera. Plus précisément, les questions des critères de la planification nationale et des règles de gestion des entreprises nationalisées poseront le problème de la nature originale de la régulation économique d'ensemble. Ensuite, plus on s'écartera du point de départ et plus ce problème prendra de l'importance. Il n'est pas possible de verser dans une attitude dogmatique ne voyant pas l'importance du problème ou encore imaginant possible un compromis éclectique entre les méthodes de planification et de gestion héritées du C.M.E., les aspirations démocratiques et l'importation de modèles étrangers.

Au contraire, une élaboration théorique originale, fondée sur les lois économiques vérifiées par l'expérience historique universelle et partant de nos conditions nationales, semble nécessaire. Elle permettrait de s'opposer de manière systématique et conséquente au technocratisme droitier comme à l'utopisme gauchiste. Le technocratisme s'imagine qu'il suffira d'utiliser à d'autres fins ou de corriger et de perfectionner les techniques actuelles de la politique économique de la gestion et de la planification sans changements fondamentaux. Au contraire, de tels changements, s'attaquant aux formes mêmes de la dictature du profit et de l'accumulation du capital monopoliste, permettront une participation non illusoire des masses sur une base scientifique et contribueront à inscrire l'étape d'une démocratie vraiment novatrice sur les plans économique, politique et culturel dans un processus de transformation révolutionnaire conduisant au socialisme. Ils permettront de mieux repousser l'utopisme gauchiste, se réfugiant, par exemple, dans une mystique de « l'autogestion » ou dans un volontarisme faisant fi de l'existence de lois économiques objectives et de l'expérience universelle ainsi que du problème de la régulation économique d'ensemble.

1. Le pluralisme des partis et la laïcité de l'Etat de la démocratie avancée n'empêchent pas, bien au contraire, un accord général des partis démocratiques, non seulement sur les objectifs et les moyens fondamentaux du programme, mais aussi sur les principes de planification. Ils n'empêchent pas non plus, mais, au contraire, favorisent l'élaboration et l'adoption démocratiques de propositions avancées sur la base d'une analyse scientifique fondée sur la théorie marxiste.

C'est pourquoi, c'est dès maintenant que la question de la régulation économique d'ensemble de la démocratie avancée, comme phase de transition au socialisme, est étudiée. Ce travail se relie, d'ailleurs, à l'approfondissement de l'analyse de la crise du C. M. E. et de la critique des « réformes » opérées par l'Etat des monopoles. Il se rattache aussi au développement des projets déjà mis en forme, concernant l'application du programme de lutte et de gouvernement que nous proposons (1) pour une démocratie vraiment nouvelle, ouvrant la voie au socialisme.

[La 3^e et dernière partie de cette étude paraîtra dans le prochain numéro].